

Sensibilisation des structures porteuses de Pays à la prise en compte du risque d'inondation dans leur charte de développement

PAYS FORET D'ORLEANS VAL DE LOIRE

Dans le cadre de l'évolution des chartes de développement des Pays et des Agglomérations vers des Agendas 21, la Région Centre a décidé de renforcer son engagement dans la prévention du risque d'inondation, en intégrant davantage cette thématique dans les projets de territoire qu'elle soutient. C'est dans cet esprit que le CEPRI (Centre européen de prévention du risque d'inondation), association au service des collectivités, a proposé une démarche expérimentale à deux Pays du Loiret : le Pays Forêt d'Orléans val de Loire et le Pays Sologne val sud. Cette démarche a eu pour but de voir dans quelle mesure il était possible d'intégrer davantage la prévention des inondations dans les projets de territoire.

Ce document est le résultat de l'expérimentation pour le Pays Forêt d'Orléans val de Loire.

Un Pays fortement exposé au risque d'inondation

Le Pays Forêt d'Orléans val de Loire peut être touché par une crue de la Loire. Des inondations majeures l'ont ainsi impacté à trois reprises au XIX^e siècle (1846, 1856 et 1866). Ces crues d'une période de retour de 170 ans (c'est-à-dire une probabilité de 1 sur 170 de se produire tous les ans) sont les événements de référence pour toute la politique réglementaire de prévention des inondations en Loire moyenne.

Pour des crues de ce type, 13 communes du Pays sont exposées à l'inondation. 5 d'entre elles ont la totalité de leur territoire inondable (Bonné, Darvoy, Germigny-des-Prés, Jargeau et St-Benoît-sur-Loire).

Quelles sont les caractéristiques d'une crue majeure de la Loire ?

Le délai d'alerte¹ d'une crue de type 1856 serait d'environ 24 à 48 heures. Elle durerait 5 à 8 jours avec des hauteurs d'eau atteignant dans certains vals plus de 2,5 mètres.

Comment survient l'inondation ?

Deux cas se présentent :

1. par débordement direct de la Loire dans le val d'Ouzouer dès une crue d'une période de retour cinquantennale ;
2. par fonctionnement du déversoir de Dampierre dès une crue d'une période de retour 50 ans, du déversoir d'Ouzouer dès une crue d'une période de retour 100 ans, et du déversoir de Jargeau dès une crue d'une période de retour 500 ans ;
3. par rupture ou surverse des levées sur le reste du territoire. Les levées protègent théoriquement les vals jusqu'à des événements d'une période de retour de 200 ans. Néanmoins, personne ne peut aujourd'hui garantir qu'elles offriront une protection totalement fiable (le risque de brèche accidentelle des levées est toujours d'actualité malgré les travaux de renforcement effectués).



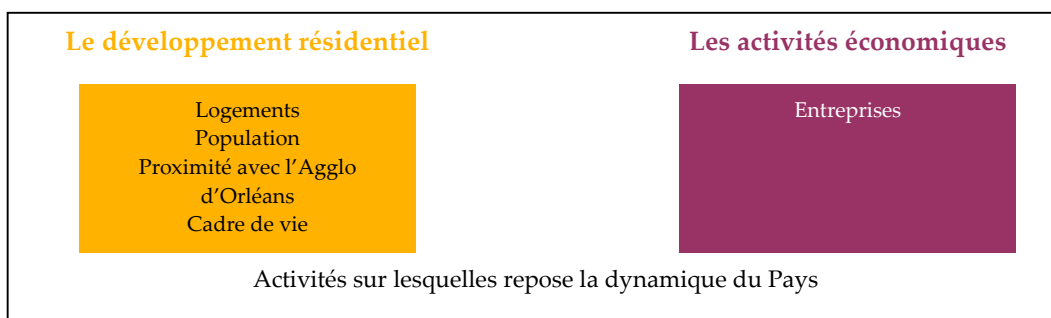
¹ Délai d'alerte : durée entre l'annonce de la crue et son arrivée effective.

Quel est l'impact d'une inondation sur l'ensemble du territoire du Pays ?

Pour justifier l'action à l'échelle du Pays, l'analyse de l'impact d'une inondation doit se faire sur l'ensemble du Pays, et non exclusivement sur la zone inondable. Cette analyse nécessite de comprendre comment fonctionne le territoire du Pays afin d'estimer si la crue peut porter atteinte au fonctionnement même du Pays.

Le Pays, polarisé par l'Agglomération d'Orléans, connaît un dynamisme démographique et économique. La proximité avec la zone d'emploi orléanaise rend en effet le territoire attractif pour les entreprises (présence d'institutions publiques, de services aux entreprises, etc.) et la population (présence d'emplois, de services, de commerces, etc.). L'attractivité du territoire est aussi liée au cadre de vie attrayant (forêt d'Orléans, val de Loire) et à la présence de logements relativement bon marché.

C'est essentiellement sur ce dynamisme résidentiel et économique que s'appuie le développement du Pays.



La dynamique du Pays est-elle impactée par une crue ?

En d'autres termes, il s'agit ici de savoir si les deux principales activités sur lesquelles repose la dynamique du Pays peuvent être perturbées par une crue. Ainsi, s'interroger sur l'impact d'une inondation sur le développement résidentiel c'est tenter d'appréhender l'exposition et la vulnérabilité des logements du Pays, de sa population, du cadre de vie et de la proximité avec Orléans.

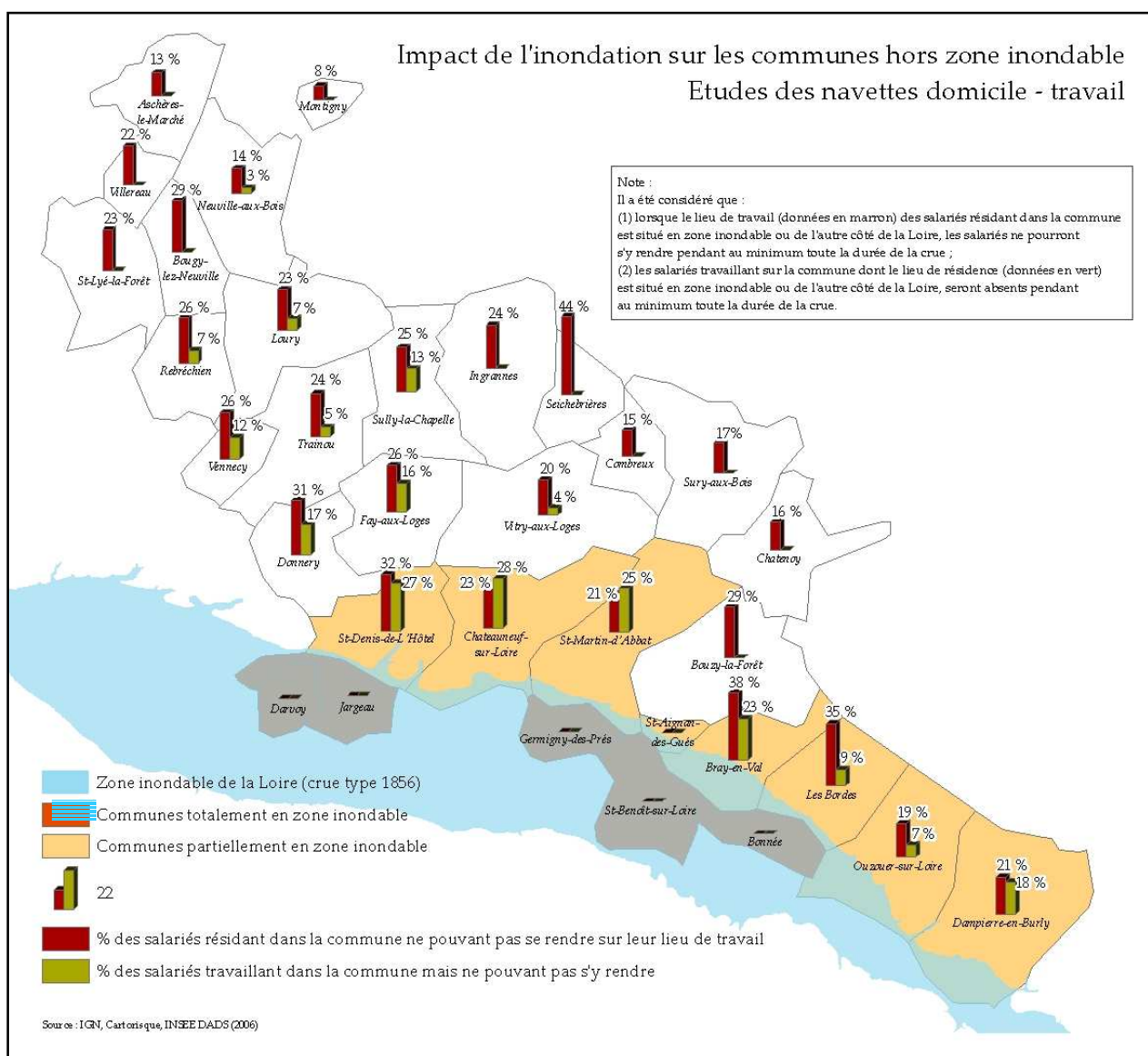
Les tableaux ci-dessous présentent un certain nombre d'indicateurs sur l'exposition du territoire aux inondations.

DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL	<i>Logements</i>	Quelle est la vulnérabilité de l'habitat en zone inondable ? - 4 000 habitations soit 18 % des habitations du Pays sont exposées aux inondations. - une quarantaine d'entreprises de reconstruction sont exposées aux inondations.
	<i>Population</i>	Quelle est la vulnérabilité des habitants vis-à-vis de la sécurité des personnes ? <u>Autonomie</u> - 9 760 habitants sont exposés aux inondations soit 19 % de la population du Pays. - des établissements accueillant des personnes peu autonomes sont exposés aux inondations : 2 maisons de retraites (soit 27 % des maisons de retraite du Pays), 1 CAT (Centre d'aide par le travail) pour personnes handicapées, 5 crèches – garderies. <u>Activités nécessaires à la mise en sécurité des personnes</u> - 18 % des mairies du Pays sont situées en zone inondable (soit 6 mairies). - 3 centres de secours, 1 gendarmerie, des services de santé sont exposés aux inondations (18 % des pharmacies, 17 % des médecins généralistes, 33 % des infirmiers du Pays).
		Quelle est la vulnérabilité des habitants vis-à-vis du retour à la normale ? - 20 % des salariés résidant dans le Pays seront forcés à l'inactivité du fait de leur impossibilité à se rendre sur leur lieu de travail situé en zone inondable ou de l'autre côté de la Loire. <u>Activités nécessaires à la gestion de la post crise</u> - 100 % des UTS (Unité territoriale de solidarité), 33,3 % des trésoreries et 20 % des CPAM (Caisse primaire d'assurance maladie) du Pays sont situés en zone inondable. - 20 % des déchetteries du Pays sont exposées aux inondations.
		<u>Activités nécessaires pour un retour à la normale</u> - 24 % des écoles maternelles et primaires du Pays sont situées en zone inondable. - 22 % des établissements secondaires du Pays sont situés en zone inondable.
<i>Proximité avec l'Agglomération d'Orléans : Une source d'emplois</i>	Quelle est la vulnérabilité des axes de communication ? - axes structurants exposés aux inondations : D951, D948, D60, ponts de Jargeau, Sully-sur-Loire et Chateaufort-sur-Loire.	
	Quelle est la vulnérabilité de l'Agglo d'Orléans ? Forte : 14 communes partiellement ou totalement en zone inondable, 50 000 habitants, 20 000 logements, 1 500 entreprises, 8 500 emplois, plus de 150 établissements collectifs sont exposés aux inondations. Les services d'assainissements et de collecte des déchets seront perturbés.	

Le **développement résidentiel** semble, de par ses composantes, vulnérable aux inondations. Quelques indicateurs le mettent clairement en évidence :

- un nombre important de logements endommagés avec des difficultés de reconstruction à prévoir ;
- une population exposée aux inondations et des difficultés d'organisation de la gestion de crise et de la post crise ;
- l'Agglo d'Orléans et des voies de communication vulnérables pouvant impacter l'ensemble du Pays.

ACTIVITES ECONOMIQUES	Entreprises	<p>Quelle est la vulnérabilité du Pays vis-à-vis des entreprises en zone inondable ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - 19 % des entreprises du Pays sont exposées aux inondations (soit 260 entreprises). - 25 % des ICPE (Installation classée pour la protection de l'environnement) du Pays sont exposées aux inondations (soit 12 ICPE). - 16 % des emplois sont exposés aux inondations (soit 1 301 emplois). - 3 zones d'activités sont situées en zone inondable (2 à St-Benoît-sur-Loire, 1 à Jargeau). - Des entreprises viviers d'emplois en zone inondable <ul style="list-style-type: none"> • Zefal (Jargeau) : 150 emplois, 14 millions d'euros hors taxe de chiffre d'affaire, • Rocal (St-Benoît-sur-Loire) : 56 emplois, 9 millions d'euros hors taxe de chiffre d'affaire, • D. Allaire (St-Aignan-des-Gués) : 46 emplois, 9,5 millions d'euros hors taxe de chiffre d'affaire.
		<p>Quelle est la vulnérabilité du Pays vis-à-vis des entreprises situées hors zone inondable ?</p> <p>En moyenne, 8 % des salariés travaillant dans le Pays pourraient être dans l'incapacité de se rendre sur leur lieu de travail en raison de l'inondation de leur habitation ou de sa localisation de l'autre côté de la Loire.</p>



Les **activités économiques** présentes sur le territoire du Pays sont vulnérables aux inondations. Des indicateurs le mettent clairement en évidence :

- en zone inondable, un grand nombre d'entreprises et d'emplois serait impacté ;
- hors zone inondable, certaines entreprises du Pays seront perturbées du fait de l'absence de salariés habitant en zone inondable ou de l'autre côté de la Loire. En moyenne 8 % des salariés seraient absents sur le Pays. Ce chiffre peut monter jusqu'à 28 % des salariés sur certaines communes, comme Chateaufort-sur-Loire.

Bilan du diagnostic

- La **dynamique du Pays** serait **menacée** par une crue majeure de la Loire, c'est donc le territoire dans son ensemble qui serait perturbé par un événement de ce type.
- **Cet impact dépasse largement la zone inondable** en raison :
 - de la défaillance probable de réseaux (énergies, eau, télécommunication, transports),
 - de la présence de services structurants en zone inondable (services sociaux, services de santé, etc.)
 - de la perturbation de certaines entreprises hors zone inondable du fait de l'absence de 8 % des employés ou de la défaillance de fournisseurs,
 - de l'arrêt d'activités forcé d'environ 20 % des salariés du Pays habitant hors zone inondable, du fait de l'inondation de leur entreprise ou de l'impossibilité de traverser la Loire.
- Enfin, les **communes en zone inondable ne peuvent faire face seules à l'inondation** en termes de gestion de crise (trop de personnes à évacuer) mais aussi en termes d'adaptation du développement territorial (limitation des possibilités de construction en zone inondable, manque de moyens techniques et financiers des communes).

Au vu du bilan, le Pays s'il souhaite bâtir une politique de développement du territoire compatible avec le risque d'inondation devra s'appuyer sur une solidarité renforcée entre toutes les communes du Pays.

Sur quels aspects, la solidarité nécessaire entre l'ensemble des communes du Pays en matière de gestion des inondations, peut-elle être construite ?

Les moyens d'actions du Pays restent limités en raison de compétences restreintes et de moyens techniques et financiers limités. Le Pays peut néanmoins jouer un rôle dans la prévention du risque d'inondation.

Informier et sensibiliser

L'une des principales actions du Pays peut être celle d'informer et sensibiliser les communes sur :

- le risque d'inondation,
- les méthodologies existantes en matière de diagnostics de la vulnérabilité du bâti, de rédaction des DICRIM (Document d'information communal sur les risques majeurs) et des PCS (Plan communal de sauvegarde), de mesures de réduction de la vulnérabilité, etc.,
- les démarches existantes localement comme le Programme opérationnel Loire qui offrent des financements non négligeables aux entreprises désireuses de se prémunir du risque,
- les aides potentielles de la Région, du Conseil général et de l'Établissement public Loire.

Faciliter et huiler les actions entreprises localement notamment en matière de gestion de crise

Le Pays pourrait par exemple faciliter le travail des communes en identifiant les personnes et les entreprises ressources nécessaires à la gestion de crise et au retour à la normale présentes dans le Pays.

Mettre en œuvre ou soutenir des opérations de réduction de la vulnérabilité

En la matière le Pays a plusieurs possibilités :

1. Mettre en œuvre des opérations de réduction de la vulnérabilité face au risque d'inondation dans le cadre d'OPAH (Opération programmée d'amélioration de l'habitat) et d'ORAC (Opération de restructuration de l'artisanat et du commerce), à travers lesquelles le Pays peut inciter les habitants et les entrepreneurs à réaliser des diagnostics de vulnérabilité et à faire des travaux.
2. Compléter la Charte architecturale et paysagère par un volet spécifique sur les constructions en zone inondable (mettre un clapet anti retour, installer un réseau électrique descendant, etc.) et inciter les communes à en faire une annexe aux PLU (Plan local d'urbanisme).
3. Sensibiliser les maîtres d'ouvrage à intégrer la question du risque inondation dans la démarche qualité environnementale préalable à l'aménagement des zones d'activités.